

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GÉNÉRALE
T/PET.4/165
29 décembre 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITION DE M. MARTIN NGENI CONCERNANT LE CAMEROUN
SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 85 du règlement intérieur du Conseil de tutelle).

Note du Secrétariat : Cette communication a été transmise au Secrétaire général par la Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale.

PETITION

M. Martin Ngeni
Bassa-Babimbi
Lokot
Cameroun français

A l'Organisation des Nations Unies

(Mon arrivée à Victoria)

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer par la présente lettre qu'à mon arrivée à Victoria, après 25 ans de service dans la marine nigérienne, comme matelot breveté, on ne m'a payé que le salaire qui m'était dû et rien d'autre. J'ai écrit pour obtenir paiement, mais aucune somme ne m'a été versée.

Pour toute réponse, on m'a dit que je n'étais pas Nigérien. Depuis sept ans que j'ai quitté la marine, je n'ai aucun argent ni aucun emploi, quel qu'il soit. J'ai avec moi sept enfants qui me causent du souci en raison de l'impôt sur le revenu et de beaucoup d'autres exigences du gouvernement.

Voici les noms de mes enfants :

- 1) Joseph Hagkem
- 2) Christopher Njok
- 3) Bartholomew Putt
- 4) Euphrasia Ngongeni
- 5) Thomas Mboklen
- 6) James Mbok
- 7) Thomas Nyemk.

J'ai essayé par tous les moyens de les envoyer à l'école, mais il fallait payer les frais de scolarité, et ils ont été renvoyés de l'école. Et, ici, au Cameroun, aucun de ces enfants ne peut avoir d'emploi sans payer une somme de 5 à 10 livres environ.

J'avais construit une petite habitation pour nous abriter le jour et la nuit, mais maintenant la maison, trop vieille, s'est écroulée et je passe chaque jour sous la pluie.

Quant à l'impôt sur le revenu, on m'a demandé de payer 4 livres par an, mais je suis si pauvre que je vais en prison chaque année faute d'argent pour payer l'impôt. Voilà trois fois que je vais en prison.

Depuis que j'ai quitté le Cameroun français pour me rendre au Cameroun britannique, j'ai eu beaucoup d'ennuis, ce qui ne m'était jamais arrivé au Cameroun français. Aussi ai-je l'intention, si je parviens à rassembler quelques livres, de retourner au Cameroun français, en emmenant mes enfants et tout ce que je possède.

Nous étions très heureux le jour de votre arrivée au Cameroun, et nous avons organisé une réunion à la Maison communale; mais maintenant que vous êtes parti, nous sommes menacés par le Gouvernement du Cameroun. Ils vont se mettre à nous exterminer et à emprisonner certains d'entre nous, car nous sommes bien connus comme des immigrés du Cameroun oriental installés maintenant sur leur territoire.

Aucun de ceux qui sont originaires du Cameroun oriental ne peut vendre quoi que ce soit sans l'autorisation du gouvernement ou sa permission.

C'est pourquoi nous mourons de faim. J'ai été malade chez moi, et j'ai demandé une ambulance pour mon transport à l'hôpital; j'ai dû payer avant d'arriver à l'hôpital. Et, une fois de plus, j'ai dû payer le docteur pour mon traitement.

A mon retour chez moi, le docteur a demandé une ambulance, pour laquelle j'ai dû payer à nouveau.

Est-ce ainsi que les choses se passent en Europe?

Salutations distinguées.

Voilà tout ce que j'avais à vous dire.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MARTIN NGENI
